

Du procès de cacao et/ou de l'économie cacaoyère durable comme mécanisme d'adaptation aux changements climatiques, une stratégie de diversification économique et comme une solution à l'insécurité alimentaire en RDC.

Par :

William BOLIMA BOLITSI*

Résumé

L'espace situé au cœur du continent africain, aujourd'hui appelé République Démocratique du Congo, traverse de nombreuses crises spirituelle et comportementale, sociopolitique et managériale, financière, économique, sécuritaire, environnementale, et alimentaire. Cependant, au regard de la littérature consultée et de nos propres observations, nous soutenons que la culture du cacao, et plus largement, le développement d'une « économie cacaoyère durable » fondée sur le concept de « cacao durable », pourrait permettre « le triomphe du sol sur le sous-sol » en RD.C. Portée par ses multiples vertus, la filière cacao, si elle est pensée de manière durable, représente non seulement un mécanisme efficace d'adaptation aux changements climatiques, mais aussi une véritable opportunité pour diversifier l'économie nationale. Mieux encore, elle pourrait constituer l'un des leviers majeurs pour combattre durablement l'insécurité alimentaire en RD.C. Ainsi, cette réflexion s'appuie sur la comparaison et l'analyse contrefactuelle, met en lumière les nombreux atouts forestiers dont dispose la RDC pour relancer la culture du cacao. Elle appelle les Congolais à s'investir dans cette voie prometteuse et invite l'État Congolais à s'y engager avec détermination, à l'instar de la Côte d'Ivoire, qui a su atténuer nombre de ses problèmes socio-économiques grâce à son industrie cacaoyère.

Mots-clés : Economie cacaoyère durable, mécanisme d'adaptation, changements climatiques, diversification économique et insécurité alimentaire.

ABSTRACT

The area at the heart of the African continent, now known as the Democratic Republic of Congo, is experiencing a number of crises spiritual and behavioral, socio-political and managerial, financial, economic, security, environmental and food-related. However, in light of the literature consulted and our own observations, we maintain that cocoa farming, and more broadly, the development of a “sustainable cocoa economy” based on the concept of “sustainable cocoa”, could enable “the triumph of soil over subsoil” in DR. Congo. Buoyed by its many virtues, the cocoa sector, if designed sustainably, represents not only an effective mechanism for adapting to climate change, but also a genuine opportunity to diversify the national economy. Better still, it could be one of the major levers for sustainably combating food insecurity in DR. Congo. Based on comparison and

* Professeur au Département des Sciences Economiques. FASEG/Université de Kinshasa. E-mail : bolimawilliam1@gmail.com

counterfactual analysis, this study highlights the many forestry assets available in DR. Congo to revive cocoa cultivation. It calls on the Congolese people to invest in this promising avenue, and invites the Congolese government to commit to it with determination, following the example of Côte d'Ivoire, which has been able to alleviate many of its socio-economic problems thanks to its cocoa industry.

Keywords : Sustainable cocoa economy, adaptation mechanism, climate change, economic diversification and food insecurity.

Introduction

Depuis plus de trois décennies, la République Démocratique du Congo fait face à une série de crises multidimensionnelles pour lesquelles, il devient impératif de trouver des réponses durables (Mutinga, , 2010). Parmi ces défis majeurs, on peut relever des crises de nature comportementale et éthique, financière, économique, sécuritaire, sociopolitique et managériale, environnementale, ainsi qu'alimentaire, etc. L'histoire comparée des nations (BCEAO, 2014), de même que les données issues de l'observation et des documents scientifiques consultés, nous permettent de soutenir que la pratique de la culture du cacao ou, mieux encore, le développement d'une « économie cacaoyère durable » (BCEAO, 2014), pourrait constituer l'une des solutions pertinentes à ces problèmes.

En effet, cette filière agricole présente un potentiel significatif pour remédier à la fois aux difficultés financières, économiques, alimentaires et climatico-environnementales, etc., auxquelles le pays est confronté. Dans la quête de solutions, cette réflexion, à la fois économique et anthropo-sociologique, porte spécifiquement sur le cas de la République Démocratique du Congo. Elle met en lumière les vastes potentialités forestières dont dispose le pays pour la culture du cacao, tout en appelant à une prise de conscience nationale. Cette interpellation s'adresse, non seulement à la population congolaise dans son ensemble, mais aussi, et surtout, à ses élites dirigeantes, mieux, à son « groupe porteur ».

Pour ce faire, la présente étude mobilise l'analyse contrefactuelle (Deluermoz et Singaravelou, 2012), ainsi que la comparaison comme approches méthodologiques (Bussa et Bolima, 2024). Elle repose sur l'observation et la documentation (Kuyunsa et Shomba, 1995) en tant qu'outils de collecte d'informations sur la pro-

blématique étudiée (Asia-Amani, 2012). De ce fait, hormis le résumé et cette introduction, l'analyse s'articule autour de trois grandes parties. La première présente un cadre conceptuel autour des notions clés en répondant à la question : « quid du cacao, du cacaoyer, du « cacao durable », ainsi que de l'« économie cacaoyère durable » ? ». La seconde s'attarde sur les atouts forestiers de la RD. Congo favorables à la culture du cacao, en discutant du rôle stratégique que peut jouer le cacao et l'économie cacaoyère durable, à la fois, comme stratégie de diversification économique nationale et solution à l'insécurité alimentaire. Cependant, la troisième partie, et la dernière, rassure que, face aux défis des changements climatiques, le Congo (Kinshasa) peut se servir de son système cacao (Bolima., 2023).

Esquisse d'une analyse sémantique des concepts : du cacao, du cacaoyer, de l'économie cacaoyère durable et du « cacao durable »

Dans cette première partie, nous procédons à une analyse sémantique des concepts fondamentaux et des notions connexes. Certes, avant d'aborder les notions d'économie cacaoyère durable » et de « cacao durable (Bolima, 2019), etc., il importe d'esquisser brièvement la signification du cacao lui-même. En effet, le terme « cacao » désigne les fèves issues du cacaoyer ainsi que la poudre obtenue après torréfaction et broyage de ces fèves. Le cacaoyer, quant à lui, est un arbre à feuilles persistantes, connu sous le nom scientifique « *Theobroma* », signifiant littéralement « nourriture des dieux » (BCEAO, 2014). Il pousse principalement dans les forêts tropicales humides et peut atteindre jusqu'à 15 mètres de hauteur. Cette plante exige un sol fertile, des températures supérieures à 16°C et une forte humidité, ce qui explique pourquoi sa culture est concentrée dans les zones intertropicales, entre le 20e parallèle nord et le 20e parallèle sud (Bolima et Anzakpangezo, 2021).

Considéré comme sacré par les Mayas et les Aztèques depuis plus de 3000 ans, le cacao servait à préparer des boissons rituelles et était utilisé comme monnaie d'échange. Il était souvent déposé dans les tombes aux côtés de l'or et des pierres précieuses, témoignant ainsi de sa valeur symbolique et économique. En Europe, le chocolat devint très consommé dès l'époque baroque, notamment, en Angleterre, mais longtemps resté un produit de luxe, réservé à l'aristocratie en France, en Italie, comme en Allemagne. L'Espagne détenait le monopole du cacao jusqu'en 1728, avant que celui-ci ne passe aux Pays-Bas via le commerce. Au XIXe siècle, l'essor de la bourgeoisie relégua un temps le cacao au second plan, avant que la révolution industrielle ne lui

redonne toute sa popularité (BCEAO, 2014).

Bien qu'il existe plus d'une vingtaine d'espèces de cacao, seules deux variétés principales sont utilisées dans la production du chocolat : le Criollo et le Forastero. Le Criollo, cultivé en Amérique du Sud, est considéré comme la variété la plus noble et la plus coûteuse, bien qu'il ne représente qu'environ 15 % de la production mondiale. Le Forastero, quant à lui, est le plus robuste et le moins exigeant, largement cultivé en Afrique. Il constitue la base de la majorité des mélanges de cacao (Bolima et Anzakpangezo , 2021). Ici-bas, nous présentons en images, des plantes de cacaoyer avec des fruits du caca

Image 1. Plantes de cacaoyers portant des fruits de cacao



Source : Image tirée de Bolima (2019).

Parlant de l'économie cacaoyère durable, la littérature économique-sociologique consultée, la considère d'un ensemble de règles, de principes et de réformes visant à structurer et améliorer la filière cacao (BCEAO, 2014). Parmi les réformes proposées, on peut citer :

- la réorganisation et l'optimisation de la production ;
- une plus grande transparence dans la gestion des ressources générées par la filière;
- la transformation locale d'au moins 50 % de la production ;
- la fixation d'un prix d'achat minimum équivalant à 60 % du prix CAF, et la limitation des prélèvements sur la filière à 22 % du prix CAF, afin d'améliorer les revenus des producteurs ;
- la mise en place d'un système de vente anticipée de 70 à 80 % de la production à l'export (BCEAO, 2014).

Ces principes, qui visent à rendre la filière plus équitable et plus durable, posent les fondements de ce que l'on désigne aujourd'hui l'économie cacaoyère durable (Bolima et Anzakpangezo, 2021). Elle garantit un approvisionnement stable du marché tout en assurant une meilleure répartition des revenus générés par le secteur.

Néanmoins, en ce qui concerne le « cacao durable », il y a lieu de le présenter comme un mode de production respectueux des trois piliers fondamentaux du développement durable, à savoir : l'environnement, l'économie et le social. Cette approche prend en compte les enjeux globaux liés à la durabilité : la préservation des ressources naturelles, la lutte contre le travail des enfants et l'amélioration des conditions de vie des producteurs (BCEAO, 2014). Comme le rappelle la BCEAO (2014), « la production de cacao fait l'objet d'une grande attention à

l'échelle mondiale. Les méthodes employées dans le secteur le placent au cœur des débats sur le travail des enfants, la déforestation et la pauvreté rurale, autant de problématiques liées aux normes internationales de qualité ». Le cacao durable vise donc à mettre sur le marché un produit de qualité, réalisé dans des conditions équitables et transparentes, tout en assurant un revenu décent aux producteurs et en luttant contre l'exploitation des enfants (Bolima et Anzakpangezo, 2021).

En définitive, nous soulignons que le concept de « cacao durable » englobe un ensemble de règles édictées principalement par les industriels du secteur. Celles-ci concernent :

- l'interdiction du travail des enfants dans les plantations, perçu comme une pratique inacceptable par les marchés — notamment européens —, sous peine de boycottage du cacao provenant de producteurs non conformes ;
- le respect de l'environnement et des principes du développement durable, en veillant à assurer un approvisionnement continu sans compromettre les écosystèmes forestiers pour les générations futures ;
- une rétribution plus juste des petits producteurs, afin d'améliorer leurs conditions de vie et de renforcer

2. Du cacao et de l'économie cacaoyère durable » comme stratégie de diversification de l'économie nationale et/ou solution à l'insécurité alimentaire

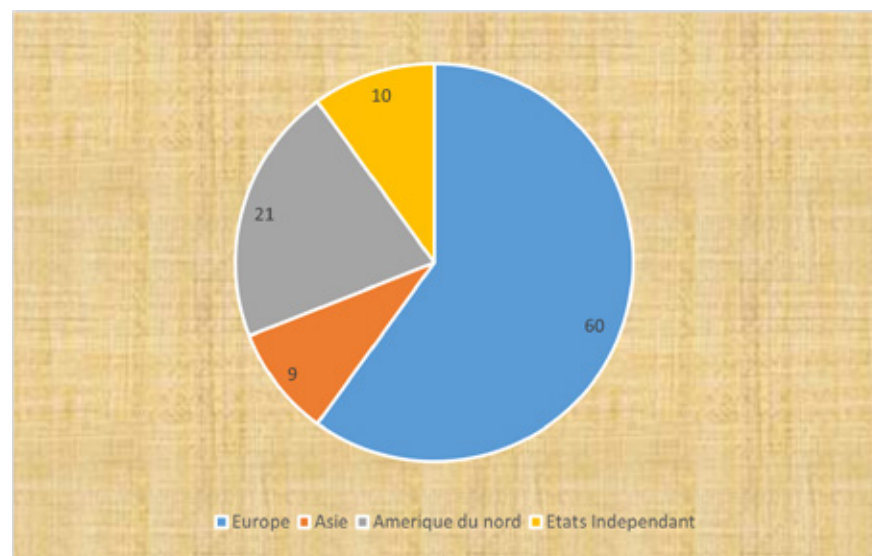
Après l'esquisse de cette analyse sémantique des concepts de cacao, cacaoyer, dans cette seconde partie de cette réflexion, nous abordons l'une des problématiques centrales de cette étude. Il s'agit de réfléchir à la manière dont le développement de la filière cacao, articulée autour du concept d'« économie cacaoyère durable », servirait de stratégie de diversification économique (Bussa

2024,) et de réponse à l'insécurité alimentaire en RD. Congo (Bolima, 2023). L'objectif étant d'alerter l'opinion publique et d'interpeller les gouvernants afin de favoriser une revalorisation de l'agriculture, notamment par le cacao, pour que « le triomphe du sol sur le sous-sol » devienne une réalité tangible au pays.

Pour ce faire, notons que selon l'Agence belge de développement (Trade for Development Center), le marché mondial du cacao représente environ 10 milliards de dollars par an. Il s'agit du troisième marché alimentaire mondial en termes de valeur, et il soutient la croissance de classes moyennes émergentes dans plusieurs pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est. De son côté, l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO) souligne que la demande mondiale en cacao et en produits dérivés ne cesse de croître. Cette dynamique s'explique, entre autres, par l'essor démographique, l'urbanisation, la montée des classes moyennes dans les pays en développement, notamment en Afrique, ainsi que l'évolution des habitudes de consommation.

Depuis 2012, la demande mondiale de cacao, mesurée par le volume broyé, est estimée à environ 4 millions de tonnes. L'Europe reste la première zone importatrice (60 %), suivie de l'Amérique du Nord (21 %), de la Communauté des États Indépendants (10 %), et de l'Asie. Le cacao est principalement importé sous forme de fèves, de beurre ou de tourteaux, destinés à l'industrie alimentaire, mais aussi à la pharmacie et à la cosmétique (BCEAO, 2014, p. 8). L'Asie, en particulier, montre une forte demande en poudre de cacao, utilisée dans les biscuits, glaces et boissons chocolatées. Le diagramme ci-dessous permet de bien présenter cette situation du marché mondial de cacao.

Figure 1. La demande mondiale de cacao selon des zones d'importation



Source : Conçu par nous-même, à partir des données du marché mondial du cacao ci-haut évoquées (de BCEAO, 2014),

La sociologie rurale comparée nous autorise de soutenir qu'à l'échelle africaine, la Côte d'Ivoire est, non seulement, la première productrice mondiale de cacao, mais, aussi un exemple d'intégration réussie de cette filière dans son économie nationale. À elle seule, la Côte d'Ivoire assure près de 32 % de l'offre mondiale. Elle génère un tiers de ses recettes d'exportation à partir du cacao, et mobilise environ 20 % de sa richesse nationale autour de cette culture. Environ un quart de la population ivoirienne vit directement ou indirectement de la filière cacao. Celui-ci constitue un outil clé de lutte contre la pauvreté (BCEAO, 2014) et l'insécurité alimentaire.

De nos jours, le prix mondial du cacao avoisine 10 600 dollars la tonne (BCEAO, 2014). Ce chiffre souligne l'urgence pour que la République Démocratique du Congo de s'engage résolument dans la culture du cacao, en s'inspirant des modèles de l'UEMOA et, particulièrement, de la Côte d'Ivoire (BCEAO, 2014). Il est temps pour que le pays de Lumumba puisse sortir de sa dépendance quasi-exclusive aux minerais en diversifiant son économie, notamment en valorisant ses potentialités agricoles. A coup sûr, le

développement de la filière cacao créerait des emplois, générerait des devises et participerait à la lutte contre la pauvreté, pour ne pas limiter seulement à l'insécurité alimentaire à travers le pays. Avec la culture du cacao ou du « cacao du-

rable, mieux, de l'économie cacaoyère durable, « le triomphe du sol sur le sous-sol » cesserait d'être un simple slogan pour devenir une réalité en RDC.

Image 2. Fèves et/ou des cacaos



Source : Agenonga (2025).

En RDC, le cacao peut être cultivé presque partout. Toutefois, certaines zones présentent des conditions édaphiques particulièrement favorables. La province de la Tshopo, et notamment le territoire de Banalia, dispose de sols sablo-argileux développés sur les terrasses de la rivière Lindi, riches en argile (30–35 %) et d'une profondeur d'environ 60 cm. Ces sols de l'« Espace Bengamisa », situés sur la rive droite de la rivière citée et le long de la route Kisangani-Banalia, sont idéals pour la culture du cacao. D'autres régions du pays présentent également un fort potentiel : la Grande Orientale, le Grand Bandundu, le Grand Kivu, le Grand Équateur et le Kongo-Central, etc.

Les données d'observation confirment que la population congolaise tire déjà profit du cacao, bien que de manière artisanale et avec des moyens rudimentaires. Par exemple, les habitants de Ba-

manga (Mbaya, 1989), dans la Tshopo, utilisent le cacao et le cacaoyer dans plusieurs domaines : construction (utilisation du bois et des feuilles pour les habitations), alimentation (fruits, chocolat, boissons), santé (usage médicinal à travers des dérivés pharmaceutiques), cosmétique, habillement (tissus, souliers, etc.). A coup sûr, plusieurs plantations seraient visibles à travers le pays, mais, elles nécessitent une réhabilitation et une meilleure organisation de la filière afin de répondre aux standards du marché international. Parmi les principales cacaoyères identifiées : la plantation de Bengamisa (ou la Cacaoyère de Bengamisa/CABEN), la CACAOZA (devenue CACAOCO), les plantations SCIBE - ZAIRES et PLC (PLZ), etc.

Rappelons que les paysans congolais, à leur manière, exploitent les ressources du cacao pour répondre à des besoins essentiels - alimentaires,

sanitaires, économiques, environnementaux et sociaux. Il revient, désormais, à l'État Congolais de prendre ses responsabilités afin de structurer cette filière et d'en faire un moteur de développement durable. Le potentiel est immense, et la filière cacao représente une opportunité stratégique pour l'économie congolaise, au même titre que le secteur minier. La Côte d'Ivoire, malgré ses propres défis économiques, a su tirer parti des revenus du cacao pour stimuler son développement, tout en assurant une partie de la transformation locale à des fins alimentaires. De manière similaire, la RD. Congo pourrait voir dans la culture du cacao, non seulement, un générateur de devises, mais, aussi et surtout, un levier pour l'amélioration des conditions de vie des ruraux, une voie de la réduction du chômage, et de la souveraineté alimentaire accrue ()

3. La RDC face aux défis des changements climatiques et le système cacao et/ou l'économie cacaoyère durable comme mécanisme d'adaptation

Il n'est plus nécessaire de rappeler que le monde est aujourd'hui confronté à un phénomène global et complexe : les changements climatiques (Ali, 2021). Ceux-ci se traduisent par des bouleversements multiformes affectant les équilibres naturels, sociaux et économiques, avec des effets sur l'aménagement du territoire, etc. Judith- Alain (2008), pense que les changements climatiques « sont associés à l'augmentation atmosphérique des gaz à effet de serre tels que le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), ainsi que les aérosols comme l'oxyde de nitrate (N₂O). Ces gaz forment une couche qui retient la chaleur issue du rayonnement solaire, ce qui entraîne une hausse de la température à la surface de la terre » (IPCC, 2007). L'augmentation du CO₂ est principalement liée à l'utilisation des carburants fossiles, tandis que le méthane et l'oxyde de nitrate proviennent majoritairement de l'agriculture intensive (IPCC, 2007).

Les résultats du forage EPICA 4 en Antarctique montrent que le taux de gaz à effet de serre n'a jamais été aussi élevé depuis 650 000 ans. L'analyse des bulles d'air piégées dans la glace révèle que le taux de CO₂ est resté, durant des millénaires, entre 180 et 300 ppm. Mais à peine 150 ans d'industrialisation, il est passé à 379 ppm (IPCC, 2007). Les projections du PCC (2001) estiment que ce taux pourrait atteindre entre 540 et 970 ppm d'ici 2100. Le méthane, de son côté, est passé d'une moyenne historique oscillant entre 320 et 790 ppbv à 1 774 ppbv en 2005 (IPCC, 2007). Même en stabilisant les émissions à leur niveau de l'an 2000, un réchauffement et une élévation du niveau de la mer sont à prévoir à cause de la lente réponse des océans (IPCC, 2007 ;).

Il convient de distinguer le changement climatique, lorsqu'il est le fruit de phénomènes naturels, des changements climatiques, causés principalement par les activités humaines (Ali, 2021). Ces perturbations affectent plusieurs aspects de la vie humaine (Ali, 2022) : les infrastructures, les systèmes économiques, les cultures agricoles, la chasse, la pêche, l'accès à l'eau potable, etc. A coup sûr, les changements climatiques représentent aussi un déterminant majeur de santé publique. Selon l'OMS, la santé ne se limite pas à l'absence de maladie, mais se définit comme « un état complet de bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité » (OMS, 2007). Par ailleurs, nous rappelons que les perturbations climatiques menacent la sécurité alimentaire, c'est-à-dire « la capacité des individus à avoir un accès physique, économique et social à une alimentation suffisante, saine et nutritive, correspondant à leurs besoins et préférences pour mener une vie active et saine » (FAO, 1996 ; (Nemoyato, 2023). De plus, elles peuvent aussi altérer l'environnement, avec une incidence sur l'aménagement du territoire et impacter directe-

ment ou indirectement la santé des individus et des communautés.

Néanmoins, le rôle du système cacao dans l'adaptation aux changements climatiques (Élisima et Joyal, 2013), etc., doit être souligné avec force. D'un point de vue environnemental, nous insistons sur le fait que le cacao s'intègre harmonieusement dans les systèmes agroforestiers, favorisant la préservation des sols, la régulation du cycle de l'eau et la séquestration du carbone, des fonctions essentielles dans un contexte de perturbations climatiques croissantes.

Décidément, dans ce contexte de vulnérabilité environnementale, point n'est besoin de rappeler que le système cacao apparaît comme un outil stratégique dans la lutte contre les effets des changements climatiques. Il joue un rôle important dans la gestion conservatoire des paysages et de leurs ressources, notamment : - la conservation de l'eau, - la préservation et la fertilisation des sols et - la séquestration du carbone (www.ayikita.org). Par son mode agroforestier, le système cacao, à l'instar du café, constitue un bouclier naturel contre l'érosion, la déforestation et la perte de biodiversité. À ce sujet, une étude sur les effets des changements climatiques en Haïti révèle qu'à partir de 2020, la température devrait augmenter de 0,9° C et pourrait atteindre 1,8° C à l'horizon 2050. Cette hausse de température aurait un impact négatif sur certaines cultures comme le café, mais bénéfique pour la culture du cacao, qui s'épanouirait dans de telles conditions (Élisima et Joyal, 2013) ; Bolima et Anzakpangezo , 2021)

Ainsi, au-delà de ses fonctions économiques, alimentaires et sociales, le cacao présente un système agroforestier qui se veut être le levier d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique. Il permet une restauration des écosystèmes, une résilience des territoires agricoles, et favorise une approche durable de

la gestion des ressources naturelles. De ce fait, il est impératif que les autorités congolaises s'engagent davantage dans la promotion du cacao, non seulement comme culture de rente, mais, aussi comme instrument stratégique dans les politiques climatiques nationales (Bolima, 2023). Le système cacao, soutenu par une « économie cacaoyère durable », pourrait ainsi représenter une réponse structurante aux défis de l'aménagement du territoire et/ou environnementaux, économiques et alimentaires de la République Démocratique du Congo. Certes, l'aménagement du territoire, sociologiquement parlant, étant compris comme cette praxis consistant à rendre un espace attrayant et vivable, en tenant compte de certains principes

Au regard de tout ce qui précède, nous soutenons, en définitive, qu'il revient à l'État Congolais, à ses institutions et à leurs partenaires techniques ainsi que financiers, etc., de mesurer pleinement l'enjeu stratégique que représente la filière cacao (Mbaya, 2009). Il s'agit, désormais, de l'élever au rang de priorité nationale, en l'inscrivant au cœur d'un modèle de développement durable, inclusif et résilient à l'image de la Côte d'Ivoire, où le cacao constitue, aujourd'hui, un pilier central de l'économie. Voilà pourquoi, dans cette optique de transformation structurelle que nous préconisons, le cacao ne doit plus être considéré comme une simple culture de rente, mais comme un levier de souveraineté économique et de justice sociale, ainsi que comme un élément des politiques de l'aménagement du territoire (ensemble des mesures et pratiques visant à rendre un milieu attrayant et vivable). Comme le rappelle Stiglitz (2000), « le développement ne se résume pas à la croissance du PIB ; il vise avant tout à améliorer les conditions de vie et à élargir les possibilités offertes aux individus ». La RD. Congo, riche de conditions agroécologiques favorables, ne peut continuer à rester à l'écart d'un secteur en forte

croissance à l'échelle mondiale.

Conclusion

Cette étude milite pour une vision ambitieuse : celle de faire du cacao le moteur d'un nouveau paradigme de développement, où « le triomphe du sol sur le sous-sol » symboliserait un basculement stratégique vers une économie plus résiliente, plus inclusive et écologiquement responsable. Il ne s'agit pas de renier les ressources minières, mais de repenser les priorités nationales à travers un rééquilibrage entre exploitation du sous-sol et valorisation du potentiel agricole. Pour que cette transition devienne une réalité, nous en appelons à une réorganisation structurelle de la filière cacao en RDC. Cela passe par : - un encadrement technique et financier des producteurs, - une politique de fixation des prix équitables assurant un revenu digne aux cultivateurs, - la mise en place d'un cadre réglementaire et fiscal incitatif et - une stratégie nationale cohérente autour de l'économie cacaoyère durable, intégrée dans les politiques agricoles, environnementales et industrielles

Pour ce faire, la promotion de la culture du cacao et la structuration d'une véritable « économie cacaoyère durable » par l'Etat Congolais deviennent une nécessité. Elles constituent donc, une manière d'ouvrir de nouveaux horizons économiques, sociaux et écologiques pour les Congolais, tout en affirmant une souveraineté alimentaire et climatique ancrée dans la valorisation des ressources du sol plutôt que dans l'exploitation exclusive du sous-sol. Autrement dit, l'urgence est que la relance de la culture du cacao, soutenue par une « économie cacaoyère durable », etc., rende le « triomphe du sol sur le sous-sol » une réalité palpable en RDC.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ali, K. (2021). Les ménages agricoles RD. Congolais à l'épreuve des changements climatiques : quelques stratégies d'adaptation face à ce nouveau défi. *Regard lucide*, (2), 15-127.
2. Ali, K. (2022). Problématique des changements climatiques et mécanismes d'adaptation au sein des ménages agricoles dans la Ville Province de Kinshasa, Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université de Kinshasa.
3. BCEAO. (2014). Etude monographique sur la filière cacao dans l'UEMOA.
4. Bolima. B. (2023). Apprendre la sociologie pour comprendre la société et réussir la pratique de l'économie politique, Tome I, Eds. PUK, Kinshasa.
5. Bolima. B. (2023). Cacao, source des revenus et/ou des devises dans le monde. Regard dialectico-contrefactuel sur les atouts, contraintes et perspectives pour une économie cacaoyère durable en RD. Congo. *Cahiers Economiques et Sociaux*, 97-123.
6. Bolima. B. (2023). De la vie paysanne et/ou villageoise, des changements climatiques et de l'insécurité alimentaire en RD. Congo : Pour le cacao durable comme de la sociothérapie, je plaide. *Regard lucide*, 10.
7. Bolima. B. (2019). Les projets de développement rural en République Démocratique du Congo. Analyse sociologique de l'expérience de la Cacaoyère de Bengamisa (CABEN) dans la Province de la Tshopo. Thèse de doctorat en Sociologie, Université de Kinshasa.
8. Bolima. B., & Anzakpangezo, A. (2020). Le cacao durable dans la diversification de l'économie congolaise. Esquisse d'une sociologie de l'économie cacaoyère durable en RD. Congo. *LASK*, 231 – 244.
9. Bolima. B., Iyefa, W., & Nzenga, M. (2017).

- Projets de développement rural et la transformation de l'espace rural congolais. Bilan et perspectives dans le cas de la CABEN dans la Tshopo. ECLAT DU CERIDA, (1), 101-137.
10. Bussa, T. (2024). Quid de la diversification de l'économie de la RD. Congo ? Analyse comparative des exportations et importations. *Mouvements et Enjeux Sociaux*, 1 (134), 9-24.
 11. Bussa, T., & Bolima, B. (2024). Du cadre méthodologique et de la légitimation des résultats d'une recherche scientifique : point de vue sur la portée stratégique de l'analyse contrefactuelle dans la saisie de l'effectuation d'un possible parmi les possibles dans un champ social. *Mouvements et Enjeux Sociaux*, 1 (135), 9-26.
 12. Élisma, C., & Joyal, A. (2013). Le défi développement rural en Haïti : études de cas. Centre de recherche en développement territorial, Université du Québec.
 13. Kuyunsa, B., & Shomba, K (1995). Initiation aux méthodes de recherche en sciences sociales. PUZ.
 14. Lombeya, B.L. (1985). Organisation coopérative et développement rural. Kinshasa, PUZ.
 15. Mbaya, M. (1989). Les Bamanga face à l'introduction de la culture du cacao dans leur agriculture. *Le Cahier du Crïde*, (1), 9-59.
 16. Mbaya, M. (2009). Crise de la connaissance et sous- développement en RDC. Nécessité de la conscientisation pour le développement. *Mboka ebongaka na boyebi na mpiko ya bana mboka*. Editions Universitaires Africaines, Kinshasa, RDC.
 17. Ministère du Plan. (2004). , Document de stratégie de la croissance et de réduction de la pauvreté (Version intérimaire), Mirak Impression, Kinshasa- Gombe.
 18. Elloumi, M. (2006). Les politiques de développement rural en Tunisie: Acquis et perspectives. *Options Méditerranéennes*, 55-65.
 19. Nemoyato, B. (2020). Dialectique sécurité alimentaire et pauvreté en milieu rural congolais : analyse des faits et perspective. *Mouvements et Enjeux Sociaux*, 1 (114), 45- 60.
 20. Nemoyato, B. (2023). Sécurité alimentaire en RD. Congo : Volonté politique de l'Etat et adhésion des partenaires. Cas de la Province du Bas- Uélé. Thèse de doctorat en Sciences Economiques, Université de Kinshasa.
 21. Deluermoz, Q., & Singaravélou, P. (2012). Explorer le champ des possibles. Approches contrefactuelles et futurs non advenus en histoire. *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 593(3), 70-95.
 22. Stiglitz, J.E. (2000). Vers un nouveau paradigme pour le développement, *L'Économie politique*.
 23. Gnamian, Y. P. E. (2008). Libéralisation et pauvreté: le cas des producteurs de cacao de la Côte-d'Ivoire (Doctoral dissertation, Université du Québec à Montréal).